

Horlogers jurassiens : espace productif et pratique politique

Autor(en): **Vuilleumier, Mario**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Actes de la Société jurassienne d'émulation**

Band (Jahr): **91 (1988)**

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-550040>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Horlogers jurassiens et mouvement anarchiste: espace productif et pratique politique

par Mario Vuilleumier

Dans le mouvement ouvrier, à l'époque de la Première Internationale, jurassien était synonyme d'anarchiste.

Une telle affirmation ne signifie pas seulement qu'on peut ainsi résumer en deux mots une page de l'histoire ouvrière. En effet, c'est bien dans ce sens que l'utilisaient alors les militants eux-mêmes, et qu'on le trouve, par exemple, dans les écrits de Marx.

Par ailleurs, le recul historique n'a pas démenti cette renommée, si l'on en croit l'historien Jean Maitron qui considère, pour reprendre ses propres termes, que «l'anarchisme date de Proudhon en tant que pensée, de la Fédération jurassienne en tant qu'action.»

De plus, cette renommée a de quoi surprendre si on la met en parallèle avec le renom de la démocratie helvétique, propre et ordée.

Dès lors se pose la question: comment peut-on expliquer l'émergence d'un mouvement anarchiste dans le Jura, vers les années septante du siècle passé? L'objectif de ma réflexion consiste précisément à répondre à cette question.

Il n'est bien sûr pas possible, dans le cadre d'une telle contribution, de procéder à une présentation chronologique des faits. D'ailleurs, l'histoire de la Fédération jurassienne est connue, et le Cercle d'études historiques de la SJE lui a déjà consacré un colloque.

Problématique

Il est évident que ce mouvement ne s'est pas constitué en vase clos. Il faisait partie de la vaste mobilisation des travailleurs qui s'organisaient pour tenter de résister aux bouleversements provoqués par la Révolution industrielle. Leur résistance fut d'abord locale, puis elle

s'organisa secteur par secteur au niveau national. Mais elle restait impuissante devant le développement du capitalisme qui ignorait les frontières: en cas de conflit, les entrepreneurs d'un pays n'hésitaient pas, pour casser une grève, à faire venir des travailleurs étrangers.

Puisque le capital en faisait des travailleurs «sans patrie», il ne leur restait d'autres solutions que de s'organiser à un niveau plus élevé, ce qu'ils firent en fondant en 1864 l'Association Internationale des Travailleurs (AIT, ou: Première Internationale).

Cette organisation avait son siège à Londres et comptait de nombreuses sections dans la plupart des pays industrialisés d'Europe, pays où elles se regroupaient en fédération nationale, voire régionale si le pays renfermait plusieurs cultures, comme ce fut le cas de la Fédération jurassienne.

Autrement dit, le mouvement anarchiste jurassien doit être replacé à la fois dans le contexte socio-économique de la seconde moitié du 19^e siècle et dans le cadre institutionnel de l'Internationale.

Voilà pour les certitudes. Restent les interrogations, bien plus nombreuses.

En effet, si l'on est assez bien renseigné sur la chronologie des événements qui ont précédé la création de la Fédération jurassienne, on connaît mal, par contre, les raisons profondes qui ont incité les horlogers du Jura à opter pour une certaine conception du socialisme, de préférence à une autre.

On les connaît mal pour plusieurs raisons:

- d'abord parce que la réalité ne livre pas à l'observation de réponse immédiate à une telle question;

- ensuite parce que les auteurs qui ont étudié ce mouvement n'ont généralement consacré à ce problème que quelques lignes au passage; de plus, leurs interprétations divergent fondamentalement pour deux raisons de nature différente: l'une partisane, l'autre méthodologique;

- et surtout parce que les explications proposées ne sont pas satisfaisantes.

Certaines sont réductionnistes: le mouvement anarchiste jurassien résulterait soit du rôle joué par quelques individus (Bakounine en particulier), soit du déterminisme économique.

D'autres, et ils sont les plus nombreux, font appel à ces deux explications qu'ils ajoutent l'une à l'autre pour éviter le réductionnisme.

Or, une telle démarche, en passant d'une approche interactionniste à une approche structuraliste, passe, et souvent à l'insu de ceux qui la suivent, d'une conception de la causalité à une autre. De ce fait, elle renferme une contradiction fondamentale, puisqu'elle fait appel à

deux conceptions antithétiques de l'action historique. Plutôt que d'additionner deux termes d'une alternative, ce qui relève du non-sens, il faut au contraire se donner les moyens de la dépasser.

Dès lors, le problème qui se pose est le suivant: lorsqu'il étudie une action historique, en particulier un mouvement politique, par exemple le mouvement anarchiste jurassien, et que son objectif consiste à analyser les raisons de son émergence, quelle relation causale l'observateur peut-il établir, quelle méthode d'investigation doit-il utiliser s'il veut éviter à la fois les impasses du réductionnisme et celles du syncrétisme?

Mon objectif est donc double.

Il s'agit d'une part d'expliquer le pourquoi du mouvement anarchiste jurassien, mais parallèlement, et pour y parvenir, il s'agit également de développer une réflexion théorique sur la problématique de l'imputation causale, réflexion qui transforme par là même ce cas particulier en paradigme.

Expliquer l'émergence d'un mouvement anarchiste dans le Jura, cela revient, dira-t-on, à porter l'analyse sur la position de la Fédération jurassienne dans le conflit qui opposa Marx à Bakounine au sein de la Première Internationale.

Or, une telle façon de procéder opère un glissement et restreint considérablement la portée de la problématique, puisqu'elle réduit l'émergence d'un mouvement à l'adhésion d'une collectivité à une doctrine élaborée en dehors d'elle et diffusée par un individu. Une telle approche conduit, à terme, aux impasses que j'ai signalées tout à l'heure, soit le réductionnisme mécaniste ou finaliste d'une part, soit le syncrétisme de l'autre.

Il importe donc de reprendre le problème au niveau même de sa formulation.

A l'évidence, la Fédération jurassienne était membre de l'Internationale. Mais elle n'était pas que cela.

Si on relie l'émergence de l'anarchisme jurassien au développement de l'AIT – et cette relation est pertinente – l'on ne saurait en conclure, comme trop d'auteurs l'on fait, qu'il représente simplement une réaction aux tendances hégémoniques d'une branche rivale du socialisme.

Les ouvriers n'ont pas attendu que Bakounine croise la plume avec Marx pour se battre dans leurs ateliers contre la mécanisation et la concentration de la production, ni pour développer une pratique autonome et fédéraliste.

On peut certes affirmer que le mouvement anarchiste s'est constitué comme force spécifique dans le cadre de l'Internationale, mais dans la

mesure où cela signifie qu'au contact des autres courants socialistes, il a été amené à préciser ses principes, à forger sa doctrine, dans le vaste débat qui a résulté de cette rencontre. Fondamentalement, ses origines remontent aux luttes ouvrières pour la défense de métiers que la Révolution industrielle écrasait dans son développement niveleur.

Dans ce sens, la Fédération jurassienne, *membre collectif* de l'Internationale, doit également, voire surtout, être comprise comme l'organisation que se donnait un mouvement social spécifique. Comme le moyen de lutte qui n'était autre que la synthèse d'une pratique «syndicale» particulière et d'une conception politique générale, élaborée par Proudhon, puis affinée par Bakounine dans son conflit avec Marx.

La Fédération jurassienne, c'est l'*action collective* de militants ouvriers, tous horlogers à de très rares exceptions près, dont la compréhension et la pratique des rapports sociaux trouvaient leurs sources et leurs limites dans un métier déterminé, lequel était inséré dans un espace social à base locale, et qui confrontaient parallèlement cette expérience à celles d'autres mouvements au sein de l'Association internationale des travailleurs.

Autrement dit, le fait anarchiste jurassien ne saurait être perçu telle une simple *adhésion*, comme si Bakounine avait amené dans ses valises une doctrine «prêt-à-porter» que les Jurassiens auraient revêtu sans la moindre retouche. Il convient au contraire de parler de *rencontre* entre une théorie politique propagée par un individu et une pratique ouvrière spécifique, rencontre dont l'analyse consiste précisément à mettre à jour les conditions sociales qui l'ont rendue *possible*.

Cette rencontre eut lieu à deux niveaux: au sein du mouvement ouvrier et dans un contexte économique et politique spécifique. Cela signifie qu'elle fut déterminée, dans une mesure qu'il faut justement préciser, à la fois par les règles du jeu et les enjeux de ces deux espaces sociaux particuliers, l'*organisation de l'Internationale* et le *Jura horloger*.

Bref, expliquer l'émergence du mouvement anarchiste jurassien équivaut, précisément, à analyser l'*articulation* entre une conception théorique et une pratique ouvrière, analyse qui implique de replacer les deux termes de l'articulation dans les conditions sociales de leur production.

Pour cela, considérons tout d'abord la Fédération jurassienne en tant que membre de l'Internationale, dans le but de mettre à jour non seulement les débats, mais aussi les mécanismes qui poussèrent les différents courants à mieux définir leurs positions, et à se démarquer les uns des autres par le seul fait qu'ils se rencontraient et s'affrontaient au sein de la même organisation.

L'histoire interne de l'Internationale fut essentiellement marquée par le débat sur l'organisation même du mouvement ouvrier, et tous les observateurs s'accordent pour reconnaître que ce débat fut dominé par le conflit entre Marx et Bakounine; point de vue pertinent, dans la mesure où l'opposition entre ces deux personnes ne se réduit pas au conflit entre deux individus, mais symbolise l'affrontement entre deux personnalités représentatives de courants opposés.

Quelles furent les raisons de ce conflit? Il est certain que des critères personnels intervinrent. On sait en effet que les deux personnages se détestaient cordialement. Et il serait facile – mais cela prendrait du temps – de dresser une liste des multiples invectives qu'ils se lancèrent mutuellement.

Il ne faut cependant pas accorder trop d'importance à cette dimension, comme trop d'auteurs l'ont fait. Le ton polémique d'un débat n'explique nullement les raisons de ce débat, ou alors, et à la limite, d'une manière inverse de ce qu'on prétend généralement: si le ton polémique est révélateur, n'est-ce pas plutôt de la proximité des parties qui s'affrontent, et qui doivent ainsi se distinguer par des propos qui, précisément, ne le sont guère?

Il convient donc d'objectiver la querelle personnelle entre Marx et Bakounine en une lutte socialement constituée, c'est-à-dire en un rapport social indépendant de leurs personnalités.

Pour comprendre le conflit entre marxistes et anarchistes, il faut partir de ce constat: leur but était le même, mais pour l'atteindre, ils se réclamaient de méthodes différentes. Marx et ses partisans estimaient indispensable de s'emparer du pouvoir étatique, alors que Bakounine et les siens refusaient catégoriquement ce détour politique.

Cette opposition au niveau des moyens prolongeait celle qui était déjà apparue quelques années auparavant dans le débat théorique entre Marx et Proudhon sur le statut du politique, débat qu'il est nécessaire de rappeler brièvement, puisque Bakounine se réclamait directement et explicitement de la conception proudhonienne.

Dans leur analyse du politique et de sa forme historique dominante, l'Etat, Marx et Proudhon partaient du même point de vue: la sphère étatique dérive de la société civile, le niveau du politique est subordonné à celui de l'économique. Tous deux estimaient que la séparation de l'Etat politique et de la société réelle était un phénomène historique provisoire; et tous deux étaient convaincus qu'après la Révolution, la société civile pourrait s'ériger elle-même en société politique réelle.

Comme l'a bien montré Pierre Ansart, leur problématique commune posait deux questions interdépendantes: celle des rapports de détermination entre la société économique et l'Etat, et celle de la libération de la société civile. Mais leurs réponses n'étaient pas identiques.

Marx concevait l'Etat en terme de superstructure et à son avis son caractère oppressif était la conséquence de l'antagonisme des classes. Après la victoire du prolétariat, lequel ne pouvait faire l'économie d'une phase transitoire de dictature, ce caractère oppressif disparaîtrait, au point d'entraîner le dépérissement de l'Etat, puisque ses fondements, à savoir l'appropriation privée des moyens de production, auraient été détruits.

Pour Proudhon au contraire, l'Etat, qu'il concevait en terme d'aliénation, obéissait à sa propre logique, qui était celle de son maintien, et toute tentative de libération sociale par le détour étatique ne ferait que renforcer son emprise et finirait par absorber toutes les forces sociales autonomes. A son avis, toute révolution politique ne pouvait avoir d'autre vocation que celle d'empêcher la révolution sociale.

Bakounine partageait en tous points l'analyse de Proudhon. Cependant, si l'enjeu restait le même, c'est-à-dire la définition adéquate que devait se donner le mouvement ouvrier pour parvenir à ses fins, le débat se déroulait cette fois non seulement au sein même de l'organisation du mouvement ouvrier, mais qui plus est au sein de la même organisation.

Dès lors, il ne suffit plus simplement de tenir compte du discours des protagonistes sur l'organisation, il faut en outre analyser l'organisation en tant que lieu, qu'espace social où se tiennent ces discours sur l'organisation. Cela nécessite donc d'analyser la logique même de l'organisation lorsqu'elle se réfléchit, lorsque ses membres en discutent et qu'ils se la disputent.

Selon Georg Lukacs, l'organisation, en tant que forme de la médiation entre la théorie et la pratique, manifeste, pour la divergence entre les tendances, une sensibilité beaucoup plus grande que tout autre domaine de la pensée et de l'action politiques.

En effet, s'il est vrai que, sur les questions théoriques, les conceptions et les tendances les plus diverses peuvent coexister dans la même organisation, les mêmes questions se présentent, dès qu'elles s'appliquent aux questions d'organisation, comme des tendances rigides s'excluant l'une l'autre. En un mot, on peut dire que, tout autant que le rassemblement, la division est une logique propre de l'organisation.

Ainsi, il ne fait aucun doute qu'à l'origine du conflit entre Marx et Bakounine existaient des divergences doctrinales importantes. Il est évident cependant qu'elles s'inséraient dans deux théories insuffisamment différenciées au départ pour empêcher leurs auteurs et leurs partisans de cohabiter, en un premier temps du moins, au sein de la même organisation. Il est certain aussi que, par la logique de l'organisation, cette cohabitation a rapidement rendu ces théories inconciliables. Il est probable enfin que les rapports personnels entre les protagonistes n'étaient pas totalement étrangers à la forme que prit leur débat.

Cela dit, l'ensemble de ces éléments permet certes d'expliquer l'éclatement de l'Internationale, mais il ne suffit nullement à comprendre pourquoi une partie du mouvement ouvrier se rangea derrière Marx et une autre derrière Bakounine. Ou, formulé de façon moins mécaniste, pourquoi Marx se fit le porte-parole d'une tendance et Bakounine celui d'une autre.

Or, telle est bien la question fondamentale: dans quelle mesure l'opposition Marx/Bakounine prolongeait-elle, dans cet espace social particulier qu'était l'organisation du mouvement ouvrier, des situations distinctes dans l'espace des rapports sociaux de production, en un mot, au niveau de la «base» du mouvement? C'est précisément dans cette optique qu'il faut poursuivre notre problématique.

Logiques et imaginaires

La mise en évidence de l'hétérogénéité de la classe ouvrière ne s'avèrera pertinente que dans la mesure où l'on se sera assuré au préalable de sa prégnance et de son incidence dans les conceptions théoriques et dans les imaginaires de leurs porte-parole respectifs.

Et tel était bien le cas. En effet, Marx définissait le prolétariat comme une classe liée historiquement au développement des rapports sociaux engendrés par le capitalisme et qui allait nécessairement s'accroître avec l'extension du machinisme. Pour Bakounine au contraire, qui ici encore s'inspirait directement de Proudhon, le terme prolétariat désignait l'ensemble des producteurs qui étaient certes insérés dans le système capitaliste, mais qui lui préexistaient.

Autrement dit, en caractérisant fondamentalement le prolétariat comme une *entité dépendante* d'un système économique, le capitalisme, Marx était amené à poser la nécessité d'un *détour politique* que devait emprunter la classe ouvrière pour passer de son statut d'être économique à celui d'acteur historique et parvenir ainsi à son émancipation.

De son côté, en définissant le prolétariat comme une *entité autonome*, qui n'était pas liée dans sa genèse au système capitaliste, Bakounine attribuait aux groupes producteurs une capacité politique telle qu'ils n'avaient nul besoin de recourir à un moyen extérieur pour parvenir à leur affranchissement, qui résulterait de leur *action spontanée sur le seul terrain économique*.

On le voit, leurs positions étaient diamétralement opposées.

Il importe d'ouvrir ici une parenthèse pour éviter que cette opposition ne soit interprétée comme le simple résultat de choix philosophiques personnels, voire de la volonté calculatrice de leurs auteurs.

On le sait, tant Marx que Bakounine s'appuyaient sur des fractions ouvrières différentes pour faire prévaloir leur point de vue dans et sur l'organisation. Mais cela ne signifie pas qu'ils faisaient du «clientélisme», qu'ils s'approchaient de certains groupes de travailleurs par pur esprit de calcul, dans le but de contrôler l'appareil de l'organisation. D'ailleurs une tendance ne pouvait s'appuyer sur un groupe de travailleurs que dans la mesure où celui-ci était disposé à la reconnaître comme conception théorique adéquate à sa propre pratique.

Lorsque Marx et Bakounine allaient chercher un appui dans le monde ouvrier, leurs recherches ne devaient rien au hasard. Elles étaient orientées. De la même façon que certains groupes accordaient leur légitimité à l'un ou à l'autre, ils partaient chacun, on l'a vu, d'une conception du prolétariat telle qu'à leurs yeux seule une de ses composantes pouvait légitimement prétendre au rôle historique qu'ils attribuaient tous deux à la classe ouvrière.

Evidemment, leurs références n'étaient pas les mêmes. Quand Marx parlait de la mission historique de la classe ouvrière, il se référait à une *classe radicalement dépossédée* et en voie d'accroissement, conformément au développement du capitalisme. Quant à Bakounine, il se référait à une *classe menacée de dépossession*, menace qui rendait plus urgente sa mobilisation.

Autrement dit, pour Marx, le prolétaire par qui la Révolution arriverait était cet ouvrier totalement dépossédé par le machinisme et à qui il ne restait que sa force de travail à vendre; c'était ce faire-valoir dépendant, cet homme qui n'avait rien à perdre que ses chaînes.

Pour Bakounine, c'était ce travailleur en possession d'un métier, dont le savoir-faire autonome était menacé, cet homme qui puiserait dans son goût pour la liberté, et nulle part ailleurs, l'énergie de reconquérir toutes les libertés.

Et dans l'un et l'autre cas, même si leurs choix étaient parfois calculés, ils étaient toujours et surtout guidés par leurs intentions objectives, ces dispositions sociales intériorisées par l'un et l'autre.

En effet, la distance dans l'espace culturel qui séparait un Marx «savant», en possession d'un important capital scientifique, d'un Bakounine autodidacte, plus démuné en la matière, se retrouvait dans un rapport homologique, au niveau du mouvement ouvrier, entre un Marx «théoricien», qui savait – d'où sa propension à définir autoritairement, du haut de ses connaissances, les orientations du mouvement – et un Bakounine «agitateur», qui voulait – d'où sa tendance à inciter tous les membres à définir eux-mêmes, librement et de bas en haut, les orientations de leur mouvement.

D'autre part, le fait que Marx ait côtoyé le monde ouvrier d'abord en Allemagne puis en Angleterre, mais toujours dans de grands centres industriels, le prédisposait à considérer les travailleurs enrégimentés dans de vastes usines comme la véritable armée de libération du prolétariat. Et de la même façon, le fait qu'il ait vécu dans une Russie préindustrielle avant d'entrer en contact avec le monde ouvrier occidental, rencontre qui eut lieu essentiellement dans des régions éloignées des grands centres industriels, prédisposait Bakounine à concevoir le prolétariat sous la forme d'un vaste ensemble de groupes producteurs qui possédaient en eux suffisamment d'énergie et de volonté pour renverser la civilisation bourgeoise.

Cela précisé, comment expliquer qu'une partie du mouvement ouvrier reconnût dans le marxisme l'expression de ses aspirations et qu'une autre considérât au contraire la formulation anarchiste plus adéquate?

Tel est le problème qu'il faut maintenant aborder et qu'on peut formuler plus précisément de la façon suivante: dans quelle mesure leur situation concrète de travail prédisposait-elle les producteurs à se reconnaître dans les conceptions de l'un ou de l'autre? Autrement dit, peut-on établir une corrélation, et partant un rapport homologique, entre deux états différents de la production et deux projets opposés en vue d'un même but à atteindre?

Il est évident qu'au concept théorique de prolétariat correspond non pas une, mais plusieurs «classes» ouvrières empiriques. (Faut-il l'ajouter? Relever la diversité empirique de la classe ouvrière n'équivaut nullement à rejeter les concepts de classe ou de prolétariat.)

Par contre, l'existence d'un lien assez étroit entre la structure professionnelle de la classe ouvrière et sa pratique revendicative soulève de nombreuses difficultés. Certes, personne ne peut contester la réalité de ce rapport. Mais dès qu'il s'agit d'en déterminer l'importance et d'en préciser les formes, le lien se révèle problématique.

Pour le cerner, partons de deux constats:

Premièrement, le tissu économique de la seconde moitié du 19^e siècle, c'est-à-dire l'époque de la Première Internationale, se caractérisait par la coexistence de deux modes de fabrication. La production artisanale et atomisée d'une part, la production en grande série et à l'usine d'autre part. L'artisanat restait important bien qu'il fût de plus en plus menacé par la grande industrie. A chacun de ces modes correspondait une composition sociale particulière de la classe ouvrière ou, si l'on veut, un type ouvrier spécifique: l'ouvrier de métier ou le compagnon pour la production artisanale, l'ouvrier sur machine ou le prolétaire pour la production manufacturière. Les horlogers jurassiens appartenaient, on l'aura deviné, au premier de ces types.

Deuxièmement, les deux composantes, bien que séparées et distinctes professionnellement, se retrouvaient dans la même organisation. Après une brève période, où son caractère de classe n'apparaissait pas clairement, l'Internationale fut dominée, on l'a vu, par l'opposition entre marxistes et anarchistes.

Dès lors, le rapprochement entre ces deux constats est tentant, et il faut le tenter, d'autant plus que la carte socio-géographique de l'Internationale incline à le faire. Les fédérations marxistes étaient surtout implantées dans les zones manufacturières, les fédérations anarchistes essentiellement dans les régions à petits métiers.

On peut donc affirmer que Marx se représentait dans son imaginaire et représentait dans l'Internationale surtout les prolétaires; Bakounine, de façon analogue, principalement les compagnons.

Mais doit-on en déduire, comme le prétendent souvent certains anarchistes, que l'adhésion des prolétaires au marxisme provenait de leur situation de travail si aliénante qu'elle leur interdisait de penser par eux-mêmes et les poussait à abandonner leur sort à quelque tuteur bienveillant? Ou, comme le prétendent aussi fréquemment certains

marxistes, que l'adhésion des compagnons à l'anarchisme traduisait à un point tel leur désespoir de petits producteurs qu'ils se laissaient influencer par des phrases pseudo-révolutionnaires, dans l'espoir illusoire d'échapper à la fatalité historique?

De telles déductions résultent d'une projection idéologique et sont inacceptables pour l'analyse. Cependant, malgré leurs conclusions diamétralement opposées, le point de départ de leurs démonstrations – à savoir la référence à l'*économique*, comme facteur explicatif de la diversité de la praxis ouvrière – est non seulement identique, mais il constitue de plus un élément incontournable pour qui veut expliquer ce phénomène.

En effet, dans la réalité concrète, selon que l'ouvrier travaillait dans un petit atelier artisanal ou derrière une machine dans une grande fabrique, les contraintes matérielles et les rapports sociaux n'étaient pas les mêmes. A l'atelier, le travailleur jouissait d'une autonomie, certes relative mais réelle, dans l'exercice de son métier. Il produisait à son rythme des objets qui résultaient de son savoir-faire et qui portaient ses empreintes, sa marque personnelle. Rien à voir avec les cadences imposées par la machine dont les produits étaient rigoureusement identiques, quelle que fût l'habileté de celui qui l'actionnait.

On le voit, lorsqu'on caractérise, même rapidement, les conditions de travail de ces ouvriers, on ne dit pas seulement – pour paraphraser Sartre – «ce qu'ils étaient, mais également et du même coup, ce qu'ils pouvaient». Leurs expériences concrètes différaient profondément. Bref, leur marge de manœuvre et leur compréhension des rapports sociaux de production n'étaient pas identiques.

Mais peut-on expliquer le marxisme des uns et l'anarchisme des autres uniquement par leur insertion socio-économique? Cela supposerait une totale détermination des représentations sociales par l'économique, ce que l'observation des faits interdit de poser. – Je précise que par *économique*, il faut entendre la *structure des rapports sociaux de production*, et rien d'autre.

Tel est le problème: l'économique constitue un facteur incontournable pour expliquer les pratiques politiques et en particulier la praxis ouvrière, mais sa détermination ne saurait être totale.

Déterminisme et possible: approche sociologique

Pour tenter de sortir de cette impasse, il convient de développer le point de vue selon lequel le rapport de l'économique aux pratiques politiques est un rapport de donné à *possible*. Ce qui ne signifie pas qu'on doive reléguer ce possible en marge de l'analyse, et le considérer ainsi comme une zone d'indétermination livrée aux seuls caprices du hasard.

Se pose alors la problématique du statut sociologique du possible. Problème complexe. En effet, la sociologie est déterministe ou elle n'est pas. Or, «déterminisme» et «possible» sont des termes antinomiques, car le possible suppose une part d'indétermination. De plus, si tout était possible, il n'y aurait pas de sociologie. Comment peut-on dès lors intégrer le possible à l'analyse sociologique? En d'autres termes, peut-on parler de déterminisme du possible?

Précision: ces considérations se fondent sur le double postulat de la sociologie en tant qu'elle constitue une discipline scientifique, à savoir d'une part le principe du déterminisme méthodologique (admettre un fait sans cause, donc indéterminé dans ses conditions d'existence, équivaut à nier la science), et d'autre part le principe de non-conscience (et non de l'inconscient), condition *sine qua non* de la sociologie qu'illustre parfaitement une formule fameuse de Pierre Bourdieu: «C'est parce que les gens ne savent pas, à proprement parler, ce qu'ils font, que ce qu'ils font a plus de sens qu'ils ne le savent.»

Si, à l'évidence, tout n'est pas toujours, partout et pour tous possible, cela signifie d'une part que le possible est limité et, d'autre part, que la sociologie peut et doit mettre à jour les déterminations de ces limites. Autrement dit, si la forme particulière que prend de cas en cas le possible est indéterminée, et échappe de ce fait à l'approche sociologique (mais non à l'analyse historique), le champ du possible est déterminé. Tel est le possible sociologique.

Comment appréhender ce champ du possible?

On peut d'une part mettre l'accent sur la lutte que se livrent différents groupes sociaux à l'intérieur d'une formation sociale donnée et analyser leurs marges de manœuvres respectives, qui résultent du rapport de force ainsi mis à jour.

Mais on peut également porter l'analyse sur les *limites du possible* d'un groupe donné, limites imposées non par la présence et la concurrence d'autres groupes, mais par la compréhension des rapports sociaux, étant donné son insertion sociale. Cette approche tente donc d'établir des rapports entre les structures déterminantes d'un groupe,

en particulier son insertion socio-économique, et les représentations que ce groupe se fait de sa situation, surtout de la possibilité de la transformer.

Je m'inspire ici de la problématique de Lucien Goldmann relative à la conscience possible d'un groupe social, mais uniquement de façon analogique. En effet, ce concept soulève au moins autant de problèmes qu'il n'en résout. Par contre, sa démarche, en tant qu'elle établit des rapports limites entre des situations objectives et des représentations subjectives, s'avère tout à fait pertinente.

Le problème consiste à savoir non pas ce qu'un groupe pense, mais quels sont les changements susceptibles de se produire dans ses représentations, sans qu'il n'y ait de modifications au niveau des caractéristiques essentielles du groupe. Appliquée à ma problématique, cette question peut se formuler ainsi: quelles sont les limites au delà desquelles un groupe social ne peut pas se retrouver dans un projet qui, pourtant, prétend le représenter, à moins que les structures sociales où se trouve le groupe ne se modifient à un point tel qu'il perde ses caractéristiques sociales essentielles?

On peut également énoncer la question différemment: étant donné un groupe social précis, auquel s'adresse un discours relatif à sa situation et aux moyens de la changer, quelles sont les limites de ce projet au delà desquelles il ne représentera plus ce groupe, à moins de modifier profondément son contenu? Bref, quelles sont les conditions limites de la rencontre entre un discours sur un groupe et les aspirations de ce groupe?

Cette façon de poser le problème me permet de progresser dans ma réflexion. On l'a vu, même s'il est fondamental, l'économique ne constitue pas une détermination totale. Il n'explique donc que partiellement l'émergence d'un mouvement social – et en particulier du mouvement anarchiste jurassien.

Mais ce constat ne met pas un point final à l'analyse, car il n'interdit pas d'en dire *plus*.

En effet, reconnaître qu'une détermination est partielle ne signifie pas qu'elle soit insaisissable. Admettre qu'un fait constaté ne s'explique pas entièrement par une cause sélectionnée empêche certes de réduire ce fait à un simple effet de cette cause. Mais cela n'équivaut nullement à nier les effets de cette cause sur ce fait, ni à affirmer qu'ils sont diffus, qu'ils ne se manifestent que là où le hasard les a poussés. Cela n'exclut donc pas la possibilité d'en cerner l'impact.

En se ralliant aux thèses de Marx ou à celles de Bakounine, tout groupe social partage la même croyance en la possibilité du

renversement des rapports sociaux, et donc du dépassement de ses propres conditions d'existence.

Mais que signifie, pour un groupe social organisé, son adhésion subjective à un projet de dépassement de sa situation objective dans les rapports sociaux? D'abord la remise en question fondamentale de cette situation, ensuite la mise en œuvre d'une série de moyens pour concrétiser ce point de vue.

Or, cette remise en question, toute radicale qu'elle soit, n'est pas sans limites. Elle vise l'élimination, c'est-à-dire la négation par l'action de tous les facteurs qui s'opposent à la réalisation de ces aspirations. Par contre, elle ne peut supprimer ceux qui constituent les caractéristiques essentielles du groupe. Bref, un groupe peut tout remettre en question, sauf son existence même en tant qu'acteur social. Il peut tout sauf lui-même. Sa cause interdit sa propre (re)mise en cause.

Cela dit, que faut-il entendre par «caractéristiques essentielles du groupe»? Si on prend le cas d'un groupe de producteurs, il faut partir du point de vue que pour eux la production n'est pas un concept abstrait. Ce n'est pas un facteur explicatif (l'économique), que l'observateur isole à des fins d'analyse. C'est une réalité concrète, un acte qui implique un ensemble de conditions de travail et de rapports sociaux.

Mais cet ensemble concret engendre à son tour une série de *représentations*, de catégories abstraites qui sont *spécifiques* à cet acte même de production. Et par leur spécificité, ces représentations délimitent le champ du possible du groupe. En effet, en tant qu'intériorisation de l'extériorité «essentielle» du groupe, elles constituent son *système de dispositions*. Elles opèrent de ce fait une sélection, sur le mode du non-conscient, entre les actions que le groupe peut mener ou non, entre les conceptions auxquelles il peut ou non se rallier.

Autrement dit, un groupe ne peut adhérer à un projet de renversement des rapports sociaux que dans la mesure où ce projet se réfère à des représentations compatibles avec les siennes, c'est-à-dire conformes à son système de dispositions. Il ne peut y souscrire que si les moyens de lutte proposés par ce programme se trouvent dans son champ du possible.

Cependant, le système de dispositions d'un groupe n'a pas pour seul résultat d'éliminer, parmi les discours et les projets relatifs à sa pratique, ceux qui sont incompatibles avec ses caractéristiques essentielles. Il a également pour effet de lui permettre d'interpréter ceux qui sont conformes à ses représentations et donc à leur donner une forme spécifique. Autrement dit, parce que ses dispositions le lui permettent, un

groupe transforme en pratique le projet théorique auquel il adhère. Il le transforme en action collective.

Qu'est-ce que cela signifie? Justement que cette action collective ne provient pas simplement d'une conception théorique élaborée en dehors d'un groupe. Encore faut-il que ce groupe soit disposé à la mettre en pratique. Cette action collective résulte donc de la rencontre nécessaire entre les dispositions d'un groupe particulier et un projet général de transformation sociale.

Homologie structurale

Jusqu'à présent, dans mon analyse de la détermination économique sous l'angle de la catégorie du possible, j'ai insisté sur ce fait qu'*entre* les conditions économiques dans lesquelles un groupe évolue et les représentations qu'il s'en fait, ou qu'il met en œuvre pour changer ces conditions, s'interpose inévitablement un ensemble de médiations, qu'on peut représenter sous la forme d'un système de dispositions. Ce qui interdit d'assimiler une prise de position politique au simple reflet d'une position occupée dans la production économique.

Or, il faut encore prendre en compte le fait qu'*à côté* des conditions économiques, d'autres facteurs interviennent et imposent également des conditionnements sociaux aux membres d'un groupe, même s'ils n'en constituent pas les caractéristiques essentielles. Ils participent à la formation de leurs représentations et, de ce fait, ils doivent être considérés comme des éléments constitutifs de son système de dispositions.

Cela pose le problème de l'articulation entre le facteur économique et les autres déterminants d'une pratique sociale, lesquels doivent évidemment être pris en compte si l'on veut éviter le piège de l'économisme. Le concept d'homologie structurale – à la fois ressemblance dans la différence et invariant des formes variées – développé par Pierre Bourdieu permet de le résoudre.

(Notons entre parenthèses que la théorie de l'espace social, élaborée par cet auteur, ne donne pas seulement la possibilité de rendre compte de la totalité du monde social, par delà sa diversité. En dévoilant le principe de l'action historique, elle permet également d'échapper aux pièges de la représentation «réaliste» de la vie en société, laquelle s'attache aux seules choses visibles, s'interdisant par là même de comprendre le caché qui a rendu possible leur apparence).

Le concept d'homologie structurale permet donc de montrer que la détermination des autres champs par l'économique se manifeste uniquement sous la forme de relations structurales. Elle n'intervient donc pas au niveau des formes concrètes et diverses que prennent les rapports sociaux à l'intérieur de ces champs. De plus, la force de cette détermination n'est pas donnée une fois pour toutes: elle dépend de la distance entre les champs où elle s'exerce et celui d'où elle provient, l'éloignement étant source d'autonomie.

Arrivé au terme de ma problématique, je suis donc en mesure de répondre *théoriquement* à la question de l'émergence du mouvement anarchiste jurassien.

Celui-ci résulte de la rencontre entre une théorie politique d'émancipation sociale, notamment propagée par Bakounine, et la pratique particulière d'un groupe de travailleurs, issue des rapports spécifiques à un mode de fabrication. Cette rencontre a été possible, indépendamment de ses circonstances particulières ou du rôle prépondérant de certains individus, parce que ce groupe était doté d'un ensemble de dispositions qui lui permettaient de se reconnaître dans ce projet, autrement dit, parce que cette théorie et cette pratique se trouvaient dans un rapport d'homologie structurale.

C'est dans cette optique, définie *théoriquement* – c'est-à-dire *pour comprendre ce que peut dire le réel concret, mais également pour éviter de lui faire dire ce qu'il ne dit pas* – qu'il conviendrait alors de procéder à l'analyse empirique des principales caractéristiques de l'espace social jurassien, comme je l'ai fait dans un ouvrage récent¹. Le lecteur y trouvera les coordonnées précises des références mentionnées dans les pages qui précèdent.

Une telle analyse met en évidence la particularité du mode de fabrication de la montre à cette époque-là, connu sous le nom d'établissage, qui se caractérisait par une extraordinaire décentralisation de la production et une non moins extraordinaire autonomie des producteurs – ces «bohèmes de l'horlogerie», comme on les appelle parfois.

De plus, les diverses sociétés de métier appartenant à la fabrique collective jurassienne étaient confrontées à deux problèmes:

– celui de la dépendance absolue de l'horlogerie à l'égard de l'étranger, étant donné que sa production était entièrement destinée à l'exportation;

– celui de la reconnaissance d'un métier spécifique à l'intérieur

¹ *Horlogers de l'anarchisme. Emergence d'un mouvement: la Fédération jurassienne*, Lausanne, Payot, 1988, 340 p.

d'un ensemble composé de nombreuses professions, étant donné la division et la dispersion du travail propres au système de l'établissement.

Ces deux faits structurels orientaient leur pratique collective, et la conception sociale de leurs membres, dans deux directions.

Premièrement, comme ils ne travaillaient pas pour le marché national, mais pour le marché mondial, les crises successives que les ouvriers devaient subir, synonymes pour eux de chômage qu'aucune sécurité sociale ne venait amortir, leur donnaient une conscience totalement économique. Ils s'orientaient *économiquement* et pas du tout politiquement. Autrement dit, cette dépendance totale à l'égard de l'étranger leur prouvait, à chaque nouvelle crise, *l'inutilité de l'action politique* pour remédier à cette situation. Que pouvait faire l'Etat pour empêcher qu'un conflit n'éclate entre deux pays importateurs de montres jurassiennes? Bref, de l'Etat, ils n'attendaient rien, des humeurs de l'économie, par contre, tout.

Deuxièmement, les sociétés ouvrières tenaient jalousement à leur indépendance, conception qui s'explique par la multiplicité des métiers dans le système de l'établissement, et qui était encore renforcée par les dispositions de leurs membres, étant donné leur autonomie dans l'acte du travail. Dès lors, elles n'acceptaient d'adhérer à une *organisation* plus vaste qu'à la condition expresse qu'elle garantisse leur *autonomie*, autrement dit qu'elle soit basée sur le *principe fédératif*.

Par ailleurs, on peut résumer la spécificité de l'anarchisme (comme pensée et comme action) au sein du mouvement ouvrier par deux caractéristiques fondamentales:

– anti-autoritaire, l'anarchisme s'oppose à tout centralisme. L'action collective ne doit pas résulter d'une décision qu'un organe dirigeant impose à l'ensemble de ses membres; au contraire, elle doit être impulsée de bas en haut. Sa *conception de l'organisation* a donc pour fondement *l'autonomie des groupes* qui la composent, et leur indispensable unité dans l'action ne peut provenir que de leur *libre fédération*;

– anti-parlementaire, il s'oppose à toute participation aux luttes électorales. Selon lui, entrer dans *le jeu politique*, défini et contrôlé par l'Etat, est *inutile* voire dangereux, puisqu'une telle pratique risque de le renforcer. Il importe au contraire de détruire cette institution qui impose son autorité à l'ensemble des groupes sociaux. Par conséquent, pour éviter que le mouvement ouvrier ne s'affaiblisse en devenant un électorat, les groupes producteurs qui le composent doivent *lutter uniquement sur le terrain économique*, d'où ils tirent leur force.

Si l'on met en parallèle ces deux caractéristiques essentielles de l'anarchisme ouvrier avec les deux principes de base qui orientaient la pratique des horlogers jurassiens, on est frappé de leur ressemblance.

Une telle ressemblance nous autorise à affirmer l'existence d'une homologie structurale entre un projet global de transformation sociale et une pratique ouvrière particulière. Et c'est précisément cette homologie qui a rendu *possible* la rencontre entre ce projet et cette pratique, rencontre qui a donné naissance au mouvement anarchiste jurassien.

Mario Vuilleumier

Discussion

F. Kohler: Vous avez montré le rapport entre un mode de fabrication – l'établissage – et l'acceptation du discours anarchiste. Peut-on dire que la fin de l'établissage, l'avènement de la fabrique et de la production mécanisée condamnaient l'anarchisme?

M. Vuilleumier: On peut le dire dans la mesure où l'on considère ce rapport non pas comme une loi, mais comme une tendance. J'ai essayé de montrer ce qui a rendu possible un phénomène, mais il n'y a là rien d'inéluctable. Après coup, on voit le passé comme quelque chose qui ne pouvait pas se passer autrement, mais en même temps, on considère l'avenir comme totalement ouvert et imprévisible. Il n'y a aucune raison de considérer que le temps était de nature différente dans le passé.

S. Affolter: Peut-on quantifier les effectifs de la Fédération jurassienne? Les anarchistes n'étaient-ils pas une très petite minorité par rapport à la population ouvrière de la région?

M. Vuilleumier: Dans le Jura horloger (la région du Locle, de La Chaux-de-Fonds et Saint-Imier), une personne sur quatre était occupée à la fabrication de la montre. On estime que la Fédération jurassienne comptait deux à trois cents militants. Effectivement, ce n'est pas énorme par rapport aux milliers d'horlogers, mais ces militants étaient très actifs dans les organisations ouvrières, les sociétés de métier.

R. Hayoz: Est-ce que le mouvement anarchiste a aussi pénétré dans la région de Moutier, où l'industrie horlogère s'était également implantée depuis le milieu du siècle?

M. Vuilleumier: Hors du district de Courtelary, l'implantation de la Fédération jurassienne était extrêmement faible. Au début, plusieurs sections de l'Internationale s'étaient créées dans le Jura, aussi à Delémont et à Porrentruy. Mais elles n'ont eu qu'une existence éphémère.

F. Kohler: A Moutier, il existait une section de la Fédération jurassienne. Mais elle ne suivait pas totalement les mots d'ordre anarchistes, puisqu'en 1872 elle avait participé aux élections fédérales en soutenant la candidature d'un radical de gauche, ce qui avait déclenché une polémique entre cette section et les dirigeants de la Fédération jurassienne.

